



Les États-Unis : une « Dictature démocratique » sur la voie d'un État totalitaire

Par [Miguel Urbano Rodrigues](#)

Mondialisation.ca, 16 janvier 2012

16 janvier 2012

Région : [États-Unis](#)

Thème: [Loi et Justice](#)

Le 31 décembre dernier, le Président Barack Obama a offert au peuple nord-américain un cadeau empoisonné pour 2012 : la promulgation de la loi dite d'Autorisation de la Défense Nationale. Le discours qu'il a prononcé pour justifier son geste fut un modèle d'hypocrisie.

Le Président a déclaré être en désaccord avec certains paragraphes de la loi. S'il en était ainsi, il aurait pu y opposer son veto, ou modifier le texte avec ses suggestions. Mais il ne l'a pas fait.

Le 24 janvier, le Sénat va voter un projet, le SOPA, qui autorise le Secrétaire à la Justice à incriminer tout site Web dont le contenu serait considéré comme illégal ou dangereux pour le gouvernement des États-Unis. Selon le texte en débat, le simple fait de placer un article dans un réseau social peut justifier l'intervention de la Justice de Washington.

L'initiative a déjà été définie par des médias comme un séisme politique.

La panique qu'elle a provoquée fut telle que la *Netcoalition.com -alianza* qui rassemble des géants numériques comme *Facebook, Twitter, Google, et Yahoo, AOL et Amazon*, admet qu'elle va conduire à un « *blackout collectif* » pendant des heures si le Congrès approuve le projet.

La loi, théoriquement motivée par la nécessité de combattre le piratage numérique, sera de portée mondiale. En d'autres termes, si un Web européen, asiatique ou africain publie quelque chose que les autorités nord-américaines considèrent comme « *dangereux* » il peut être bloqué aux États-Unis par décision de la justice d'Obama.

« Gouvernement militaire en costume civil » ?

Dépouillée de la rhétorique qui l'entoure, la Loi d'Autorisation de la Sécurité Nationale, à présent en vigueur, révoque, dans la pratique, la Constitution bicentenaire du pays.

Obama affirme que la « *menace d'Al Qaeda à la Sécurité de la patrie* » a justifié l'initiative qui élimine des libertés fondamentales. A partir de maintenant, tout citoyen sur lequel pèse la simple suspicion de liens avec « *le terrorisme* » peut être emprisonné pour une période illimitée. Et éventuellement soumis à la torture dans le cadre d'une autre loi approuvée par le Congrès.

Commentant la décision gravissime du Président, Michel Chossudovsky rappelle que celle-ci nous remémore le décret d'Hitler pour « *la Protection du Peuple et de l'État* » signé par le

maréchal Hindenburg en 1933 après l'incendie du Reichstag.

L'escalade de lois réactionnaires aux États-Unis marque la fin du régime démocratique de la grande République.

Le discours par lequel Obama a justifié récemment le budget de la Défense est venu confirmer le rôle croissant du Pentagone - à présent dirigé par Panetta, l'ex directeur de la CIA - dans la définition de la stratégie de domination planétaire des États-Unis. Pour préciser que la priorité est désormais l'Asie, le Président a affirmé emphatiquement que les États-Unis sont et seront la première puissance militaire du monde. Il a rappelé l'évidence. Le budget de Défense nord-américain dépasse la somme des dix premiers qui le suivent.

La dégradation du régime politique s'accroît d'année en année. La fascisation de ses Forces Armées dans les guerres impériales est à présent indéniable.

Commentant cette évolution, des observateurs internationaux respectés, dont certains nord-américains, définissent les États-Unis en ce début du troisième millénaire comme « *dictature démocratique* ».

Chossudovsky va plus loin ; il énonce une évidence douloureuse quand il écrit que, aux États-Unis s'accroît la tendance à « *un État totalitaire militaire en costume civil* ».

Leur démolir la façade est une exigence pour ceux qui identifient l'impérialisme à une menace pour la continuité même de la vie. Tâche difficile, mais indispensable.

De manière significative, les lois fascisantes commentées dans cet article sont passées presque inaperçues au Portugal. Les analystes au service de la bourgeoisie et les médias dits de référence ont ignoré ce thème, démontrant ainsi franchement leur vassalité néocoloniale à la scorie humaine qui opprime et humilie le Portugal.

Miguel Urbano Rodrigues
Vila Nova de Gaia.
ODiario.info, 8 janvier 2012.

Article en espagnol :



[EUA : Una « Dictadura Democrática » en Camino hacia un Estado Totalitario Militar](#)

- par Miguel Urbano - 2012-01-10

En portugais :



[Os EUA a caminho de um estado totalitário e militar](#)

- par Miguel Urbano Rodriguez - 2012-01-16

Version française : <http://fr.sott.net/>

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © [Miguel Urbano Rodrigues](#), Mondialisation.ca, 2012

Articles Par : [Miguel Urbano](#)
[Rodrigues](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca